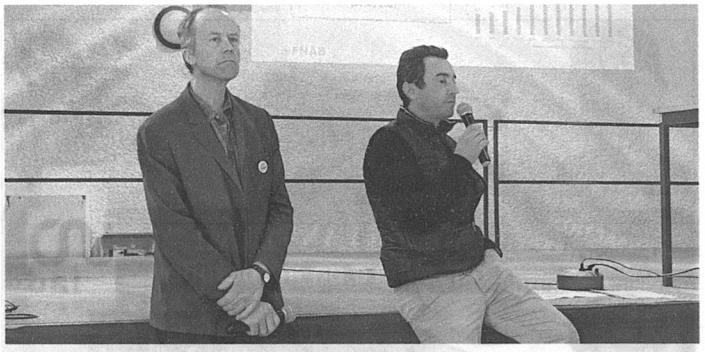
AGRIBIODRÔME - RESTER OPTIMISTE



Dans un département où la filière bio est particulièrement bien implantée, les acteurs du développement de l'agriculture biologique en Drôme veulent rester optimistes. « La bio est un combat pour nourrir, une victoire pour l'avenir » ont-ils souligné lors de l'assemblée générale de l'association départementale Agribiodrôme qui se tenait à Die ce vendredi 29 mars.

Jean-Maxime Buisson, co-président de la fédération départementale (administrateur au niveau régional et représentant au conseil d'administration de la FNAB) tenait à rappeler que plus de 30 % de la surface agricole en Drôme est cultivée en AB (soit le 2e département de France après le Gers) et que plus de 30 % des fermes de la Drôme sont en agriculture biologique (soit le premier département en nombre d'exploitation). 30 % des denrées alimentaires, qui entrent dans la confection des repas de la restauration collective des collèges drômois, sont issues de l'agriculture biologique.

Évoquant le contexte difficile de la bio en France, Jean-Maxime Buisson reconnaissait ce paradoxe d'agriculteurs qui ont du mal à vendre leurs produits en bio et pourtant d'une société n'avait jamais eu autant conscience des bienfaits du modèle agricole porté par les agriculteurs qui cultivent en AB. "La science le reconnaît, et ce n'est plus à mettre en avant aujourd'hui ». Et Josette Fournier, co-porte-parole de l'association, de renchérir « nous sommes de plus en plus sollicités pour témoigner qu'une agriculture bio et solidaire est possible, que les référentiels techniques et paysans sont nombreux, que la pollution des eaux de captage de consommation humaine n'est pas une fatalité, que oui, il faut stocker l'eau, mais hiérarchiser les usages, éviter d'exporter l'eau à des distances déraisonnables par les cultures d'exportation. Les services de l'État, les collectivités qui nous sollicitent, attendent de nous des témoignages et des convictions, qui peuvent faire évoluer les décisions vers l'agriculture bio, respectueuse des écosystèmes et adaptable aux dérèglements du climat. Devant l'ampleur de la tâche et des jugements violents qui peuvent encore peser sur nous, la tentation est forte de renoncer, rentrer dans nos chaumières, faire notre travail, le mieux possible et renoncer à nos engagements au sein de notre réseau » dira-t-elle avant de conclure plus tard en lançant « ni pessimiste, ni optimiste. Sans action il n'y a pas d'espoir. Sans espoir il n'y a pas d'action. Il est aujourd'hui utile de se saisir de la situation.»

Un groupement qui reste mobilisé

En dressant le bilan de l'année 2023, Jean-Maxime Buisson pointait les actions du groupement Agribiodrôme dont la mission est de coordonner et développer l'agriculture biologique en Drôme. Agribiodrôme veut rester mobilisé pour continuer à accompagner les agriculteurs. « Aujourd'hui on a clairement une équipe de chocs » dira-t-il en remerciant les différents chargés de mission des pôles Agro et Alim', les partenaires institutionnels, associatifs et les consommateurs présents au sein de l'association.

Lors de la matinée, les différents animateurs du Pôle Alim' et du Pôle Agro ont déroulé les actions phares de l'année 2023 : accompagnement, technique (avec par exemple des ateliers collectifs de formation sur les fermes maraîchères notamment en lien avec l'adaptation au changement climatique, mais aussi sur des stratégies de commercialisation), le travail sur les filières d'approvisionnement, des expérimentations ou essais (par exemple, sur l'élevage de levains microbiens pour améliorer la résilience des systèmes viticoles), la mise en réseau, les commandes groupées ou encore le développement d'un axe de mécanisation en autoconstruction avec la mise en place d'une formation spécifique sur la mécanique du tracteur.

La question de l'eau a aussi été un chantier important de l'année 2023. L'association participe aux instances départementales sur ce sujet et l'association nationale a créé un poste sur cet enjeu particulier.

La restauration collective et les circuits courts sont aussi des axes importants au sein d'Agribiodrôme. En 2023, plus de 50 établissements ou communes, interco ont été accompagnés dans leurs projets de restauration collective, bio, local, durable. l'association est aussi impliquée dans différents projets-alimentaires de territoire (PAT) portés par des intercommunalités. C'est aussi 11 classes de collège, suivies dans le cadre du projet «du territoire à l'assiette» financé par le Département avec des actions de sensibilisation à l'agriculture biologique en classe, des visites de fermes, en coopération avec le réseau des Civam de la Drôme.

SLC

Ne pas perdre les surfaces en bio

Philippe Camburet, le président de la fédération nationale d'agriculture biologique, était présent à Die pour apporter un éclairage sur la situation nationale de l'agriculture biologique. En effet, aujourd'hui la situation de la bio est fragile. Après les fortes demandes liées à la période Covid, une croissance à deux chiffres, aujourd'hui le secteur est à l'arrêt et demande la réouverture du robinet des aides publiques et des aides d'urgences pour les filières les plus en difficultés.

La crise de la bio n'est pas liée à une surproduction, comme l'expliquera le président national de la FNAB mais par une crise de la consommation (la baisse de la part du bio dans le panier des ménages de 6 % en 2022, s'est encore accentuée en 2023) lié notamment un fort recul dans la GMS. Seule la vente directe reste un débouché en croissance en 2022 et 2023.

«Dans ce contexte particulier qui met à mal les exploitations en agriculture biologique, il faut aujourd'hui mettre en place des mécanismes pour préserver l'existant "sauver le capital de production", et notamment les surfaces foncières qui sont en agriculture biologique» estime le président de la FNAB. «Il serait dangereux de laisser "dé-certifier" les fermes» abonde Jean-Maxime Buisson.

Pour eux, aujourd'hui, il y a clairement un enjeu sur les surfaces. Les annonces en juin des chiffres sur les surfaces fournies par l'agence bio sont d'ailleurs très attendus. Pour le président de la FNAB, il ne fait pas de doute qu'il va y avoir un recul des surfaces en bio en France au vu de la difficulté notamment de la filière des grandes cultures (céréales).

«Nous sommes déjà en retard en France, et on fait machine arrière» alerte Phlippe Camburet. «On aura tout faux, l'objectif ambitieux de 2030 est encore loin d'être atteint» dira-t-il en demandant que les pouvoirs publics se mobilisent sur ce point.

Pour le président de la fédération nationale, il y avait des lueurs d'espoir avec l'enjeu de la nouvelle PAC, et notamment les mesures de verdissement qui encourageaient un changement de pratique, «aller un cran plus loin en échange de rémunération nouvelle». «Aujourd'hui la PAC n'est pas au rendez-vous lorsqu'il est question des aléas économiques» constate t-il.

C'est aussi le rabotage gouvernemental des aides dévolues à la bio et le manque d'ambition qui a été critiqué. « Le découragement vient aussi de là. » Parmi les solutions, le président de la FNAB estime qu'il y a un enjeu majeur à faire appliquer la loi Égalim. C'est la restauration collective qui va nous aider (avec l'obligation de préparer au moins 20 % des repas en bio) et qui pourrait soutenir la demande.

À ce propos, le président de la FNAB avait rendez-vous avec le gouvernement ce mardi 2 avril.

Du côté drômois, Jean-Maxime Buisson, a lui aussi laissé poindre quelques notes d'espoir en rappelant les chiffres : plus 1 800 exploitations bio en 2023, 90 conversions en agriculture biologique contre 35 dé-certifications et 23 arrêt d'activité de ferme en AB.